



COPIE

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et du logement du Centre  
Unité territoriale de Loir-et-Cher*

**ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2014358-0005**

**Objet : mise en demeure de la société ISOBOX, implantée sur le territoire de la commune de Vernou-en-Sologne, de respecter certaines dispositions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement.**

Le Préfet de Loir-et-Cher,

VU le code de l'environnement, et notamment les livres I et IV du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1999 autorisant la société « ISOBOX » à exploiter une usine de fabrication d'emballages industriels et alimentaires en polystyrène expansé et polypropylène sur la commune de Vernou-en-Sologne ;

VU les rapports établis par l'inspection des installations classées les 8 juin et 17 octobre 2014;

CONSIDERANT que la société «ISOBOX » n'a pas porté à la connaissance du préfet avant leur réalisation les éléments d'appréciation concernant les modifications envisagées ;

CONSIDERANT que les installations électriques de la société « ISOBOX » ne sont pas maintenues en bon état ;

CONSIDERANT que les installations de la société « ISOBOX », sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte à la sécurité, ne sont pas protégées contre la foudre ;

CONSIDERANT que la société « ISOBOX » ne dispose pas de système de détection automatique ni d'alarme déportée vers un local où une présence humaine est assurée en permanence ;

CONSIDERANT que cette situation peut générer un risque d'impact pour la sécurité des riverains ;

CONSIDERANT que les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier la santé du voisinage, ne sont donc pas assurés ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci a formulé des observations qui ont été examinées par l'inspecteur des installations classées ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

## ARRÊTE

**Article I :** La société « ISOBOX » est mise en demeure pour son site situé rue de Chambord sur le territoire de la commune de Vernou-en-Sologne, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/01/1999 suivantes :

- dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :
  - **Art.2.1 :** « Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet du Loir et Cher avec tous les éléments d'appréciation » ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :
  - **Art.3.5.13 :** « Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégée contre la foudre » ;
  - **Art. 3.5.8 :** « Les zones définies au § 3.5.3 et en particulier le bâtiment de fabrication, sont munies de systèmes de détection et d'alarme locaux et déportés (report dans un local où une présence humaine est assurée en permanence) adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de tout incident ».
  - **Art.5.5.4 :** « Il devra être remédié à toute défectuosité des installations électriques dans les délais les plus brefs » ;

**Article II :** L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout justificatif attestant de la réalisation des dispositions susvisées dans les règles de l'art.

**Article III :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanction prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article IV :** Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Blois, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou les groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans le délai d'un an à compter de la notification ou de l'affichage de ces décisions.

**Article V :** Une copie du présent arrêté sera notifiée par envoi postal en recommandé avec accusé réception au représentant de la société « ISOBOX » et publiée au recueil des actes administratifs du département. Une copie sera adressée au maire de Vernou-en-sologne et à la DREAL UT 41.

**Article VI :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Maire de Vernou-en-Sologne, Monsieur l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandé avec accusé de réception.

Blois, le **24 DEC. 2014**

Le Préfet,  
  
  
**Yves LE BRETON**